



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 26 juillet 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Enquête sociale générale : L'emploi du temps des Canadiens âgés, 2005	2
Plus de personnes de 55 à 64 ans continuaient à travailler plus longtemps au cours de leur vie et réservaient moins de temps aux loisirs en 2005. Les hommes et les femmes consacraient environ une heure par jour de plus au travail rémunéré qu'en 1998.	
Établissements du patrimoine, 2004	4
Les établissements du patrimoine du Canada – des zoos aux musées en passant par les galeries d'art – ont été plus populaires que jamais en 2004, plus de 35 millions de visiteurs ayant franchi les tourniquets.	
Indice des prix des produits agricoles, mai 2006	8
Ventes de technologies et de services visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, 2004 et 2002	9
Données sur le logement dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu	10
La recherche et le développement dans le domaine des matériaux avancés, 2001 à 2003	11
Nouveaux produits	12



Communiqués

Enquête sociale générale : L'emploi du temps des Canadiens âgés 2005

Plus de personnes de 55 à 64 ans continuaient à travailler plus longtemps au cours de leur vie et réservaient moins de temps aux activités de loisir en 2005. Les hommes et les femmes consacraient environ une heure par jour de plus au travail rémunéré qu'en 1998.

En fait, au cours de la dernière décennie environ, les habitudes en ce qui concerne l'emploi du temps des Canadiens âgés se sont modifiées, parfois de façon significative. L'étude, qui est fondée sur des données de l'Enquête sociale générale (ESG) sur l'emploi du temps de 2005, montre que les hommes et les femmes âgés modifient différemment leur emploi du temps au fil des années.

Par exemple, chez les hommes de 55 à 64 ans, l'augmentation du travail rémunéré (celui-ci passant de 3,2 heures par jour en moyenne à 4,4) s'est accompagnée d'une diminution du temps consacré à la fois au travail non rémunéré et aux loisirs actifs. En 2005, ces hommes se sont adonnés à des loisirs actifs pendant 3,5 heures par jour en moyenne, soit une demi-heure de moins qu'ils ne le faisaient en 1998. Au cours de cette période, le temps alloué au travail non rémunéré est passé de 3,4 à 3,1 heures par jour en moyenne.

Chez les femmes du même âge, la plus grande répercussion de leur emploi du temps fut une réduction de plus d'une demi-heure par jour au temps qu'elles réservaient aux loisirs actifs. Elles allouaient la plus grande partie de leur temps à effectuer du travail non rémunéré (environ 4,8 heures par jour en moyenne), soit exactement la même durée qu'en 1998 et en 1992. En 2005, elles ont consacré 2,4 heures par jour en moyenne au travail rémunéré, en hausse d'environ une heure par rapport à 1992. Toutefois, leur temps pour les loisirs actifs est passé de 4,3 heures à 3,6 heures.

Les estimations de l'utilisation du temps de l'étude reposent sur des renseignements recueillis l'an dernier au cours de l'ESG. Environ 6 550 répondants de 55 ans et plus ont fourni un compte rendu complet de toutes les activités effectuées la journée précédant celle où ils ont été interviewés dans le cadre de l'Enquête. Les durées moyennes de temps alloué à ces activités ont été calculées sur une période de sept jours.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est le troisième d'une série de quatre études sur l'emploi du temps fondées sur les données du cycle 19 de l'Enquête sociale générale (ESG) menée en 2005. Des enquêtes de ce genre ont été réalisées en 1998, en 1992 et en 1986.

L'article d'aujourd'hui analyse le temps que les Canadiens âgés de 55 ans et plus consacrent aux loisirs et au travail.

Les articles antérieurs ont analysé le temps que les Canadiens consacrent à se rendre au travail et à en revenir (12 juillet) et le travail rémunéré et non rémunéré qu'effectuent les hommes et les femmes (19 juillet). Le quatrième article de cette série analyse les incidences d'Internet sur l'emploi du temps des Canadiens (2 août).

Aux fins de l'ESG de 2005, on a demandé à près de 20 000 personnes de 15 ans et plus d'indiquer dans un journal le temps qu'elles ont consacré à diverses activités au cours d'une période de 24 heures. Ces activités englobaient tout, telles que les soins prodigués aux enfants, les activités culturelles ou sportives, ou les courses faites en revenant à la maison après le travail. Cette enquête a été réalisée dans toutes les provinces.

Les conclusions de l'enquête sur l'emploi du temps correspondent à celles de l'Enquête sur la population active, révélant que la situation de l'emploi des travailleurs âgés de 55 ans et plus s'améliore.

En 2005, les deux tiers (68 %) des hommes âgés de 55 à 64 ans avaient un emploi, alors que c'était le cas de 59 % d'entre eux en 1998. Parmi leurs homologues de sexe féminin, 51 % avaient un emploi en 2005, comparativement à 41 % six ans auparavant.

Les personnes âgées de 65 à 74 ans occupent leur journée de façon différente

Lorsque les hommes et les femmes prennent leur retraite, ils occupent leurs journées de façon différente. Par exemple, les gens de 65 à 74 ans consacrent beaucoup moins de temps au travail rémunéré qu'ils ne le faisaient lorsqu'ils avaient entre 55 et 64 ans. Toutefois, le temps qu'ils réservent au travail non rémunéré effectué à la maison ainsi qu'aux loisirs augmente.

En 2005, les hommes de ce groupe d'âge ont consacré environ une heure par jour en moyenne au travail rémunéré, soit beaucoup moins que les 4,4 heures enregistrées par les 55 à 64 ans. Par ailleurs, ils ont passé 3,9 heures en moyenne à effectuer du travail non rémunéré en 2005, soit plus que les 3,1 heures du groupe des plus jeunes.

Les hommes faisant partie du groupe des personnes les plus âgées ont consacré 4,1 heures en moyenne aux loisirs actifs l'an dernier, contre 3,5 heures pour ceux qui appartenaient au groupe le plus jeune. Ils ont également réservé une heure complète par jour de plus que le groupe des plus jeunes aux «loisirs passifs», comme la lecture ou l'écoute de la télévision.

En ce qui concerne les femmes, par contre, le temps consacré au travail rémunéré est passé à moins d'une demi-heure en moyenne. Les femmes du groupe le plus âgé allouaient une demi-heure de plus par jour aux loisirs actifs et près d'une heure complète de plus aux loisirs passifs. Le temps qu'elles consacraient au travail non rémunéré est demeuré stable à 4,8 heures en moyenne en 2005, soit la même durée que leurs homologues plus jeunes.

Cette enquête a révélé que seules les habitudes en matière d'emploi du temps du groupe des 65 à 74 ans n'ont pas changé beaucoup entre 1992 et 2005. Il s'est produit pour ces gens une petite augmentation du temps consacré au travail rémunéré et une petite diminution correspondante accordée aux loisirs.

Satisfaction envers la vie parmi les personnes âgées

Il est généralement reconnu que la santé est une ressource clé pour bien vieillir. Il a été constaté aussi qu'il s'agit d'un bon indicateur prévisionnel du degré d'activité des gens et du genre d'activités auxquelles ils s'adonnent.

Par conséquent, l'ESG a demandé aux répondants d'indiquer sur une échelle de un à cinq à quel point ils se sentaient en santé. Les répondants ont aussi été priés de coter la satisfaction qu'ils éprouvaient à l'égard de la vie en général.

Selon l'étude, environ le cinquième des hommes et des femmes de 55 à 64 ans et de 65 à 74 ans se sont dits à la fois satisfaits de leur vie et en bonne santé. À l'autre extrémité de l'échelle, 4 hommes et femmes âgés de 55 à 64 ans et de 65 à 74 ans sur 10 se sont dits insatisfaits de leur vie en général et ont déclaré ne pas se sentir en santé.

En outre, 40 % des Canadiens plus âgés ont déclarés diverses combinaisons relatives au taux de

satisfaction envers la vie et au niveau de santé. Certains ont dit être en santé, mais ne pas être satisfaits de leur vie. D'autres ont dit être satisfaits de leur vie, mais ne pas se sentir en santé. Cela signifie que les gens n'ont pas besoin d'être en bonne santé pour être satisfaits de leur vie, et que la bonne santé ne garantit pas un niveau élevé de satisfaction.

Si l'on se fonde sur les cotes attribuées en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la vie, l'étude montre qu'il n'existe pas d'ensemble optimal d'activités convenant à tous. En règle générale, les femmes en santé et satisfaites de leur vie qui étaient en âge de travailler effectuaient moins de travail rémunéré que leurs homologues en santé et moins satisfaites, et réservaient plus de temps aux loisirs actifs, comme les activités physiques et cognitives, que ces dernières. Dans le cas des hommes satisfaits et en santé, aucun ensemble d'activités uniformes n'a été dégagé parmi tous les groupes d'âge.

Les hommes et les femmes les moins en santé et les moins satisfaits étaient ceux qui consacraient le plus de temps aux loisirs passifs, et ce, dans tous les groupes d'âge.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4503.

Le rapport *Enquête sociale générale sur l'emploi du temps, cycle 19 : Bien vieillir : l'emploi du temps des Canadiens âgés* (89-622-XIF2006002, gratuit) est maintenant disponible en ligne à partir de la page *Nos produits et services* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de l'analyse contenue dans cette publication, communiquez avec Susan Stobert au (613) 951-6496 (susan.stobert@stacan.ca), Division de la statistique sociale et autochtone. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marcel Bécharde au (613) 951-6115 (marcel.becharde@statcan.ca), Division de la statistique sociale et autochtone. ■

Établissements du patrimoine

2004

Les établissements du patrimoine du Canada – des zoos aux musées en passant par les galeries d'art – ont été plus populaires que jamais en 2004, plus de 35 millions de visiteurs ayant franchi les tourniquets.

De plus, leurs recettes ont atteint la barre du milliard de dollars, selon les données de l'Enquête sur les établissements du patrimoine, réalisée auprès d'environ 1 300 organismes à but lucratif et non lucratif.

Alors que les revenus totaux de l'industrie ont augmenté de 12,5 % par rapport à 2002, les dépenses se sont accrues un peu plus rapidement (+12,8 %), portant le déficit à environ 1,0 % du revenu total.

Ce déficit était attribuable en grande partie aux établissements sans but lucratif, qui ont enregistré un manque à gagner de 21,3 millions de dollars, malgré une hausse de 11,9 % des recettes par rapport à 2002. Dans le cas des établissements du patrimoine à but lucratif, la croissance des recettes s'est élevée à 19,2 %, et le bénéfice, à 9,8 millions de dollars.

Les musées, les centres d'exposition et les planétariums enregistrent une fréquentation accrue

En 2004, plus de 35 millions de visiteurs ont franchi les tourniquets des établissements du patrimoine visés par l'enquête, comparativement à 31,6 millions en 2002. Les établissements sans but lucratif ont représenté la vaste majorité (86 %) de ces visites.

Les musées de tous genres, y compris les centres d'exposition, les planétariums et les observatoires, ont attiré le plus grand nombre de visiteurs. Ensemble, ils représentaient 45 % de la fréquentation totale, la proportion la plus élevée parmi tous les établissements du patrimoine.

Les droits d'entrée moyens pour un adulte à tous les établissements du patrimoine recensés sont passés de 3,60 \$ en 1999 à 4,62 \$ en 2004, soit une hausse de 28,5 % sans tenir compte de l'inflation.

À moins d'indication contraire, les données analysées dans le reste du présent communiqué portent sur les établissements visés par l'enquête dont les recettes combinées représentent environ 95 % des recettes totales de l'industrie. L'analyse porte sur environ 50 établissements du patrimoine à but lucratif

Note aux lecteurs

Les données de 2004 ne doivent pas être comparées à celles déjà publiées sur les établissements du patrimoine, puisque des changements importants ont été apportés à l'enquête. Toutefois, il est toujours possible de dégager les grandes tendances, puisque le présent communiqué comprend les données des deux années d'enquête précédentes, soit de 1999 et de 2002, présentées selon la méthodologie de 2004.

La nouvelle Enquête sur les établissements du patrimoine recueille des données sur les établissements du patrimoine à but lucratif et non lucratif du Canada. Les données sont obtenues au moyen d'un échantillon, qui représente 95 % des recettes totales gagnées par les établissements du patrimoine. L'enquête comprend également un ensemble limité de données financières tirées de données administratives pour les établissements dont les recettes combinées représentent les autres 5 % des recettes totales de l'industrie.

Les données sont recueillies au moyen du Registre des entreprises, soit la base de données centrale de Statistique Canada sur les entreprises ayant été classées à l'aide du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Cette classification axée sur l'industrie se démarque de la classification en fonction des activités utilisée auparavant par le Programme de la statistique culturelle. Certaines activités des établissements du patrimoine qui étaient antérieurement comprises dans l'enquête sont maintenant exclues si elle représentent des activités secondaires d'un organisme non patrimonial, par exemple une galerie d'art faisant partie d'une université.

Les établissements du patrimoine comprennent les musées, les lieux historiques et autres établissements connexes (centres d'exposition, planétariums, observatoires, aquariums, zoos, jardins botaniques, arboretums et conservatoires). Les parcs naturels et les archives sont exclus du présent communiqué en raison de la faible qualité des données.

À moins d'indication contraire, les recettes sont exprimées en dollars courants.

et plus de 600 établissements du patrimoine sans but lucratif.

La composition des recettes diffère selon le type d'établissement

Les recettes d'exploitation des établissements du patrimoine proviennent des contributions des administrations publiques et du secteur privé, des droits d'entrée, des cotisations et des ventes, ainsi que de diverses sources.

Pour les établissements du patrimoine sans but lucratif visés par l'enquête, les recettes totales se sont élevées à 911,5 millions de dollars en 2004, en hausse de 11,9 % par rapport à 2002.

Pour chaque 100 \$ de recettes de ces établissements, 51 \$ provenaient des trois ordres d'administration publique en 2004, en légère baisse par rapport à 53 \$ en 2002. Par ailleurs, les droits d'entrée étaient à l'origine d'environ 15 \$ et les dons de sources privées représentaient un peu plus de 12 \$.

Les recettes totales des établissements du secteur à but lucratif ont crû de 19,2 % par rapport à 2002. Pour chaque 100 \$ de recettes, les droits d'entrée ont représenté 88 \$.

Les droits d'entrée ont permis aux établissements à but lucratif de recueillir 78,4 millions de dollars, en hausse de plus de 20 % par rapport à 2002.

Les fonds publics sont essentiels aux établissements sans but lucratif

Les divers ordres de l'administration publique ont maintenu leur appui aux établissements sans but lucratif, qui ont été les principaux bénéficiaires (99 %) des subventions publiques.

La majorité du soutien public provenait de fonds fédéraux, qui ont représenté 43 % du total. Les administrations provinciales ont accordé 41 % des subventions, tandis que les autres administrations publiques, y compris les administrations municipales et régionales et étrangères ont été à l'origine du reste (16 %).

Plus du quart des subventions totales reçues par les établissements sans but lucratif sont allées aux musées et aux galeries d'art non commerciales. Les autres types de musée, dont les musées de l'histoire de l'homme, les musées de la science et de la technologie, les centres d'exposition, les planétariums et les observatoires, ont reçu ensemble 56 % des fonds publics.

Si les lieux historiques n'ont obtenu que 9 % de l'aide publique totale, les fonds accordés ont représenté presque 45 % de leurs recettes totales. Les zoos, les jardins botaniques, les arboretums et les conservatoires ont reçu environ 7 % du soutien public. Néanmoins, les fonds publics ont constitué 23 % de leurs recettes totales.

Les musées et les galeries d'art comptent fortement sur les bénévoles

Le nombre d'employés à temps partiel a continué de dépasser celui des travailleurs à temps plein dans les établissements du patrimoine sans but lucratif. Le plus frappant a toutefois été la dépendance continue de ces établissements à l'égard des bénévoles comme composante intégrale de leur main-d'oeuvre. Les musées et les galeries d'art comptaient le plus sur le travail des bénévoles.

En 2004, les musées et les galeries d'art visés par l'enquête ont indiqué que plus de 85 % de leur main-d'oeuvre totale était constituée de bénévoles. Cela représente le plus fort taux de bénévoles de toutes les industries du patrimoine.

La dépendance des établissements à l'égard des bénévoles était également élevée dans le cas des lieux historiques, dont presque 74 % de la main-d'oeuvre travaillait sans salaire. Dans le cas des zoos, des jardins botaniques et des arboretums, ce taux s'élevait à 62 %.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3107.

Certains détails de l'Enquête sur les industries de services : Établissements du patrimoine de 2004 sont maintenant accessibles dans la publication *Les établissements du patrimoine : tableaux de données* (87F0002XIF, gratuite), accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*. Ces tableaux comprennent une ventilation des données par province et par industrie. Les chercheurs peuvent obtenir des totalisations spéciales contre recouvrement des coûts.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Roland Boudreau au (613) 951-3145, Division des industries de service, télécopieur : (613) 951-6696, ou avec Fidel Ifedi au (613) 951-1569 (culture@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-1333.

□

Statistiques financières choisies des établissements du patrimoine

	1999	2002	2004
Estimations pour l'industrie			
Total des recettes (en millions de dollars)	799,8	931,5	1 047,9
Dépenses totales (en millions de dollars)	777,6	939,5	1 059,4
Bénéfices (en millions de dollars)	22,2	-8,0	-11,5
Portion sondée seulement			
Nombre de visites (en millions)	30,5	31,6	35,0
Droits d'entrée (en millions de dollars)	154,9	180,9	213,0
Cotisations (en millions de dollars)	10,8	13,2	15,0
Soutien du secteur public (en millions de dollars)	370,7	430,2	469,2
Soutien du secteur privé (en millions de dollars)	77,2	89,8	114,4
Autres recettes (en millions de dollars)	150,1	175,3	189,0
Total des recettes (en millions de dollars)	763,7	889,4	1 000,6

Note: Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre.

Statistiques financières choisies des établissements du patrimoine

	1999	2002	2004
Établissements à but non lucratif			
Estimations pour l'industrie			
Total des recettes (en millions de dollars)	728,0	845,3	945,7
Dépenses totales (en millions de dollars)	713,6	860,8	967,0
Bénéfices (en millions de dollars)	14,4	-15,5	-21,3
Portion sondée seulement			
Nombre de visites (en millions)	27,2	27,8	30,0
Droits d'entrée (en millions de dollars)	100,4	115,6	134,5
Cotisations (en millions de dollars)	10,6	12,9	14,7
Soutien du secteur public (en millions de dollars)	370,5	430,2	469,1
Soutien du secteur privé (en millions de dollars)	76,0	88,4	112,8
Autres recettes (en millions de dollars)	144,2	167,6	180,5
Total des recettes (en millions de dollars)	701,7	814,8	911,5
Établissements à but lucratif			
Estimations pour l'industrie			
Total des recettes (en millions de dollars)	71,2	85,7	102,2
Dépenses totales (en millions de dollars)	63,6	78,3	92,4
Bénéfices (en millions de dollars)	7,6	7,4	9,8
Portion sondée seulement			
Nombre de visites (en millions)	3,3	3,8	4,8
Droits d'entrée (en millions de dollars)	54,5	65,3	78,4
Cotisations (en millions de dollars)	0,2	0,3	0,3
Soutien du secteur public (en millions de dollars)	0,1	0,1	0,1
Soutien du secteur privé (en millions de dollars)	1,1	1,4	1,6
Autres recettes (en millions de dollars)	6,0	7,6	8,5
Total des recettes (en millions de dollars)	61,9	74,7	88,9

Note: Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre.

Profil des établissements du patrimoine (la partie sondée de l'enquête auprès des organismes sans but lucratif, 2004)

	Total	Musées	Musées d'art et les galeries	Lieux historiques et sites patrimoniaux	Jardins zoologiques et jardins botaniques
Nombre d'institutions	613	299	109	173	33
en milliers de dollars					
Recettes non gagnées de fonctionnement					
Administration fédérale	202 283	126 702	x	x	1 146
Administration provinciale	192 706	109 126	60 439	14 270	8 871
Autres administration publiques	74 074	24 863	x	x	21 427
Secteur institutionnel/Privé	112 788	52 769	x	x	13 052
Total des recettes non gagnées	581 851	313 460	172 535	51 360	44 496
Recettes gagnées					
Droits d'entrée	134 547	56 546	12 609	14 610	50 782
Cotisations	14 680	6 013	4 320	589	3 759
Autres recettes gagnées	180 456	70 422	48 001	24 716	37 317
Total des recettes gagnées	329 683	132 981	64 930	39 915	91 858
Total des recettes de fonctionnement	897 402	435 485	235 335	90 755	135 827
Dépenses de fonctionnement					
Salaires	431 674	206 362	105 190	50 717	69 405
Artefacts	26 081	6 247	19 027	711	96
Autres dépenses de fonctionnement	463 765	237 453	119 374	42 108	64 830
Total dépenses de fonctionnement	921 519	450 063	243 591	93 535	134 330
Bénéfice d'exploitation	-24 117	-14 578	-8 256	-2 780	1 497
en nombre					
Emploi					
Temps plein	6 466	3 231	1 557	640	1 038
Temps partiel	9 384	3 156	1 350	3 053	1 826
Bénévoles	47 856	15 771	17 033	10 310	4 743

x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique

Note: Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre.



Indice des prix des produits agricoles

Mai 2006

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles en mai ont été inférieurs de 1,4 % à ceux de mai 2005, les prix des cultures et du bétail ayant subi une légère diminution.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont diminué de 0,3 % par rapport au même mois de l'année précédente. Il s'agit du quatrième mois d'affilée où cet indice a enregistré une diminution d'une année à l'autre, en raison principalement de la baisse des prix des porcs.

Les prix des cultures ont peu changé par rapport à mai 2005, ayant affiché un très léger repli de 0,1 %. Comme en témoigne la majeure partie de la dernière année, les prix plus élevés des pommes de terre, des fruits et des légumes n'ont pas réussi à compenser entièrement la diminution des prix des céréales, des oléagineux et des cultures spéciales.

L'indice des prix des produits agricoles (IPPA) s'est établi à 96,7 (1997=100) en mai, en hausse de 0,9 % par rapport à l'indice révisé de 95,8 en avril.

D'un mois à l'autre, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs cultures ont légèrement crû de 0,2 % en mai par rapport à avril, les prix des oléagineux, des cultures spéciales et des fruits ayant augmenté.

Les prix des oléagineux ont poursuivi leur progression, augmentant de 3,1 % en mai. Il s'agit d'une troisième hausse mensuelle consécutive. Toutefois, les prix des céréales ont fléchi de 0,8 % en mai par rapport à avril, en raison d'une production record, des conditions climatiques défavorables qui ont nui à la qualité des céréales et de la vigueur du dollar canadien.

La valeur du dollar canadien a continué de progresser par rapport à la valeur du dollar américain,

faisant un bond de 3,1 % d'avril à mai. Comparativement à mai 2005, la valeur du dollar canadien a grimpé de 13,2 %.

Les prix des pommes de terre ont régressé pour la première fois en sept mois, diminuant de 4,1 % par rapport à avril. La réduction de la production en 2005 a contribué à la hausse des prix observée en l'hiver et au début du printemps.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale se sont accrus de 1,4 % en mai par rapport à l'indice révisé d'avril, les prix des porcs ayant augmenté de 12,3 %, soit la plus importante hausse mensuelle enregistrée au cours des deux dernières années. Cette hausse des prix des porcs a plus que contrebalancé la diminution de 1,3 % des prix des bovins et des veaux. Les prix des produits assujettis à la gestion de l'offre n'ont enregistré que de minimes changements.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de mai 2006 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 6, n° 5 (21-007-XIF, gratuite) est maintenant accessible sur notre site Web. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir nos publications gratuites offertes sur Internet*, choisissez *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (marco.morin@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. □

Indice des prix des produits agricoles
(1997=100)

	Mai 2005 ^r	Avril 2006 ^r	Mai 2006 ^p	Mai 2005 à mai 2006 var. en %	Avril à mai 2006
Indice des prix des produits agricoles	98,1	95,8	96,7	-1,4	0,9
Cultures	87,1	86,8	87,0	-0,1	0,2
Céréales	75,4	66,2	65,7	-12,9	-0,8
Oléagineux	82,7	68,3	70,4	-14,9	3,1
Cultures spéciales	85,6	74,6	75,8	-11,4	1,6
Fruits	90,7	105,3	106,6	17,5	1,2
Légumes	108,8	121,9	120,6	10,8	-1,1
Pommes de terre	110,9	164,8	158,1	42,6	-4,1
Bétail et produits d'origine animale	105,7	103,9	105,4	-0,3	1,4
Bovins et veaux	100,1	112,3	110,8	10,7	-1,3
Porcs	96,1	66,8	75,0	-22,0	12,3
Volaille	99,9	99,8	99,9	0,0	0,1
Oeufs	95,6	97,8	97,9	2,4	0,1
Produits laitiers	124,2	129,5	128,6	3,5	-0,7

^r données révisées

^p données provisoires

Ventes de technologies et de services visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre

2004 (données provisoires) et 2002 (données révisées)

Deux groupes de technologies, soit celles liées à l'économie d'énergie et celles liées à la production d'énergie solaire et éolienne, ont représenté deux tiers des revenus totaux des ventes de technologies et de services en 2004 ayant pour effet de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'après les données de l'Enquête sur l'industrie de l'environnement.

Les technologies visées par l'enquête peuvent avoir un incidence sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Elles comprennent celles utilisées dans l'économie d'énergie, les systèmes d'énergie renouvelables et l'extraction et la conversion de gaz provenant des sites d'enfouissement ou de sources agricoles. La catégorie «économie d'énergie» inclut, par exemple, les systèmes qui optimisent l'utilisation d'énergie dans les processus de fabrication.

Au total, les entreprises canadiennes ont généré 737,3 millions de dollars provenant des ventes de ces technologies et services en 2004, en hausse de 16,6 % par rapport au total révisé de 632,3 millions de dollars en 2002.

Les technologies pour conserver l'énergie et améliorer l'efficacité ont représenté 43 % de revenu total, alors que celles pour la production d'énergie solaire et éolienne ont représenté 23 %.

Les revenus provenant des systèmes d'énergie renouvelables, tels que les systèmes pour la production d'énergie solaire et éolienne ainsi que l'hydroélectricité

à petite échelle, se sont chiffrés à 169,0 millions de dollars, en hausse de 19,7 %.

Les technologies qui donnent lieu à une économie d'énergie contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et ce, même si le recours à ces technologies peut être attribuable à des motifs économiques plutôt qu'environnementaux.

Les systèmes d'énergie solaire et éolienne ainsi que les petits systèmes hydroélectriques sont des exemples de technologies servant à exploiter des sources d'énergie renouvelable, dont la consommation ne produit pas de gaz à effet de serre ou n'en produit que très peu.

Par ailleurs, les revenus provenant des ventes de piles à combustible et de technologies faisant appel à des carburants de remplacement ont diminué de 19,1 % pour s'établir à 95,2 millions de dollars.

La prestation de services visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre a généré des revenus de 104,1 millions de dollars. La plupart de ces revenus sont liés à l'installation de produits, ainsi qu'à la prestation de services d'entretien et de services d'experts conseils dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

La construction des installations de production d'énergie renouvelable a ajouté 17,2 millions de dollar aux revenus.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1209.

Des tableaux liés au présent communiqué sont offerts sur demande. Il est également possible d'obtenir

des données sur les activités de recherche et de développement visant à élaborer des biens et des services liés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la

qualité des données, communiquez avec Carol Gudz au (613) 951-2752 ou avec l'agent d'information au (613) 951-0297 (*environ@statcan.ca*), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

Revenus des ventes de technologies et de services visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre

	2002 (données révisées)	2004 (données provisoires)	2002 à 2004 var. en %
	en millions de dollars		
Technologies destinées à			
L'économie d'énergie et efficacité énergétique	240,8	318,0	32,0
La production d'énergie solaire et éolienne et l'hydroélectricité à petite échelle	141,2	169,0	19,7
La production d'autres formes d'énergies renouvelables	5,6	6,9	22,4
La cogénération, la capture du méthane et les systèmes ou le matériel de transformation des résidus en énergie	8,6	23,3	170,8
Les piles à combustible et les technologies des carburants de remplacement	117,8	95,2	-19,1
Autres	13,1	3,7	-71,8
Total partiel	527,1	616,1	16,9
Ensemble des services de réduction des émissions de gaz à effet de serre	103,0	104,1	1,1
Construction d'installations de production d'énergies renouvelables	2,2	17,2	681,2
Total	632,3	737,3	16,6

Données sur le logement dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu

Le document *Données sur le logement dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu* résume quelle information on peut obtenir sur les caractéristiques du logement et les dépenses liées au logement dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR), une attention particulière étant portée aux méthodes d'imputation.

De 1994 à 2001, l'enquête ne portait que sur quelques caractéristiques, surtout le mode d'occupation et le type de logement. En 2002, grâce à la commandite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, plusieurs autres caractéristiques ainsi que des dépenses détaillées liées au logement ont été ajoutées à l'enquête.

Des améliorations aux méthodes d'imputation ont été adoptées pour 2004 et appliquées aux années antérieures. Ces méthodes tirent parti du plan de sondage longitudinal de l'EDTR, et elles utilisent également des données provenant d'autres sources, telles que l'Enquête sur la population active et le recensement.

Par conséquent, les données portant sur le contenu total du logement ont été révisées pour les années 2002 à 2004 et les données portant sur le contenu «limité» ont été révisées de 1999 à 2001. Les autres données sont identiques à celles qui ont été publiées le 30 mars 2006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.

La publication *Données sur le logement dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR)* (75F0002MIF2006007, gratuite) est maintenant accessible sur notre site Web. De la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir nos publications gratuites offertes sur Internet*, choisissez *Finances personnelles et finances des ménages*, puis *Série de documents de recherche - Revenu*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 888 297-7355 (*revenu@statcan.ca*), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : (613) 951-3012. ■

La recherche et le développement dans le domaine des matériaux avancés

2001 à 2003

Les activités de recherche et de développement dans le secteur des matériaux avancés sont nettement dominées par les grandes entreprises, selon une nouvelle étude.

En 2003, les principales entreprises dans le domaine des matériaux avancés étaient celles qui avaient plus de 500 employés. En outre, les grandes entreprises sous contrôle étranger étaient à l'origine de la plupart des dépenses de recherche et de développement dans les matériaux avancés.

Pour l'étude *La recherche et le développement dans le domaine des matériaux avancés*, la recherche et le développement en ce qui a trait aux matériaux avancés sont essentiellement axés sur les catégories de matériaux, tels que les métaux, les polymères et céramiques, ainsi que leurs composites et alliages.

La présente étude est fondée sur les données de l'enquête de Statistique Canada sur la recherche et le développement dans l'industrie canadienne, laquelle montre qu'au total, l'industrie canadienne a effectué pour 351 millions de dollars de dépenses en recherche et en développement dans le domaine des matériaux avancés.

En moyenne, les entreprises ayant effectué de la recherche et du développement dans le domaine

des matériaux avancés ont consacré 27 % de leurs dépenses totales en recherche et en développement à ce domaine d'activité.

En effet, les entreprises de 500 employés et plus ont dépensé pour plus de 250 millions de dollars en 2003, soit près de 72 % du total des dépenses en recherche et en développement consacrées à cette activité.

Aussi, les dépenses en recherche et en développement pour les matériaux avancés des entreprises sous contrôle étranger ont quasiment égalé celles des entreprises sous contrôle canadien en 2003. Les entreprises sous contrôle étranger ont consacré 172 millions de dollars à cette activité, et les entreprises canadiennes, 178 millions de dollars.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4201.

L'étude *La recherche et le développement dans le domaine des matériaux avancés, 2001 à 2003* (88F0006XIF2006005, gratuite) est maintenant accessible sur notre site Web à partir de la page *Nos produits et services*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Julio Rosa au (613)-951-6598 (juliomiguel.rosa@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur : (613) 951-9920. ■

Nouveaux produits

Indice des prix des produits agricoles, mai 2006,
vol. 6, n° 5
Numéro au catalogue : 21-007-XIF
(gratuit).

Radiodiffusion et télécommunications, vol. 36, n° 2
Numéro au catalogue : 56-001-XIF
(gratuit).

Puissance maximale de l'énergie électrique et charge des réseaux, 2002
Numéro au catalogue : 57-204-XIF
(gratuit).

Puissance maximale de l'énergie électrique et charge des réseaux, 2003
Numéro au catalogue : 57-204-XIF
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu, Données sur le logement dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, n° 7
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2006007
(gratuit).

Les établissements du patrimoine : tableaux de données, 2004-2005
Numéro au catalogue : 87F0002XIF
(gratuit).

Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, documents de travail, La recherche et développement dans le domaine des matériaux avancés, 2001 à 2003, n° 5
Numéro au catalogue : 88F0006XIF2006005
(gratuit).

Enquête sociale générale sur l'emploi du temps, cycle 19 : Bien vieillir : l'emploi du temps des Canadiens âgés, 2005, n° 2
Numéro au catalogue : 89-622-XIF2006002
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (juillet 11-001-XIF) 00000001



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles 8h à 9h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'indice de et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut, contrairement à ce qui se passe habituellement, stable.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipatifs à court terme 10
- Aides de l'Agence immobilière, septembre-hors-trimestre de 01 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.